

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement***  
**Conseil d'administration**  
**Séance du 25 juin 2024**

**Délibération n° 5.3**

Le 25 juin 2024, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 14

Quorum : 19

**Point 5 – Formation et recherche**

**Délibération 5.3 – Exonération des droits d'inscription**

**Visas :**

Vu le code de l'éducation et notamment ses article R.719-49, R.719-50 et R.719-50-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 4 août 2023 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2023-2024 ;

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de l'accompagnement des étudiants de l'Institut Agro et pour prendre en compte les situations personnelles des étudiants non boursiers et les difficultés ponctuelles qu'ils peuvent rencontrer, l'établissement est autorisé à exonérer sur la base de critères fixés annuellement par le Conseil d'administration.

Ainsi sur la base de de l'article R.719-50 du code de l'éducation, qui prévoit « peuvent en outre bénéficier d'une exonération du paiement des droits d'inscription :

**1° les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi ;**

**2° Les étudiants dont l'inscription répond aux orientations stratégiques de l'établissement.**

La décision est prise par le président de l'établissement en application de critères généraux et des orientations stratégiques fixés par le conseil d'administration, dans la limite de 10 % des étudiants inscrits [...].

L'exonération peut être totale ou partielle » ;

Il appartient au conseil d'administration de fixer chaque année les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement au bénéfice des étudiants, dans la limite des 10 % des étudiants inscrits ;

Ce plafond des 10 % des étudiants inscrits, n'est pas applicable pour les exonérations accordées aux étudiants dans un autre cadre déterminé par l'article R719-50-1 du code de l'éducation.

Le taux de d'exonération dans les écoles de l'Institut Agro est le suivant :

Montpellier: 3%

Dijon : 7%

Rennes Angers:1%

Total Institut Agro: 3 %

Par rapport à la délibération de l'an dernier les évolutions apportées sont les suivantes :

- la mise à jour de la date de l'arrêté fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics
- la suppression de l'article 9 de la délibération de 2023 (accord Agrrenium / scholarship council pas renouvelé à ce jour)

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 25 juin 2024, approuve les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par les écoles de l'Institut Agro, suivants :

Article 1 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants bénéficiant du statut de réfugiés ou du statut de demandeurs d'asile ou de la protection subsidiaire ou dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 2 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants ayant la qualité de travailleur privé d'emploi sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 3 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leur demande, les étudiants boursiers du gouvernement français dont boursiers Eiffel sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 4 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription pour les années de prolongation de leur cursus, sur leur demande, les étudiants nécessitant une adaptation de la durée de leur formation : étudiants en situation de handicap, étudiants ayant une raison médicale avérée, étudiants artistes ou sportifs de haut niveau, étudiant attestant du statut d'étudiant entrepreneur, les étudiants chargés de famille, sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 5 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription, de leurs frais de formation et/ou de leurs coûts pédagogiques tel que prévu dans la convention de partenariat avec un établissement étranger, les étudiants en double diplôme ingénieur ou master pour une ou plusieurs années de leur cursus ou en raison de leur situation personnelle particulière au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation nécessitant un allongement de la durée des études, sur leur demande, et sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école);

Article 6 : En cohérence avec la stratégie internationale de L'Institut Agro et afin de renforcer l'attractivité à l'international des diplômes de l'établissement, peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes et en fonction de leur situation, les étudiants extracommunautaires admis dans une formation de l'Institut Agro sur décision de la directrice générale (ou de la directrice ou du directeur d'école). L'exonération ramène les droits d'inscription à hauteur des droits acquittés par les étudiants nationaux et communautaires.

Article 7 : Peuvent être exonérés totalement les étudiants bénéficiaires d'une aide spécifique annuelle du ministère en charge de l'agriculture sur décision de la directrice général (ou de la directrice ou du directeur d'école).

Article 8 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription et/ou de leurs frais pédagogiques, sur leurs demandes, les étudiants en situation exceptionnelle ou très particulière qui n'est pas liée à leur niveau de compétences ou de connaissances.

Article 9 : Les décisions d'exonérations partielles et totales ne pourront dépasser le seuil de 10% des étudiants inscrits dans l'établissement à l'exception des cas mentionnés aux articles R.719-49 et R.719-50-1 du code de l'éducation non soumis à cette disposition.

Article 10 : Le directeur général rend compte chaque année au conseil d'administration des exonérations accordées.

Fait le 25 juin 2024.

**Le Président du conseil d'administration,  
Dominique Chargé.**